

ricaines, et ce, de façon systématique. Au premier rang des priorités, nous avons jugé bon de concentrer nos efforts sur celles des organisations interaméricaines qui sont particulièrement susceptibles de partager les intérêts du Canada et à l'oeuvre desquelles le Canada est en mesure d'apporter une contribution originale.

L'élément multilatéral de notre politique touchant l'Amérique latine est en bonne voie de réalisation. Un premier lien officiel a été établi avec l'Organisation des Etats américains lors de l'adhésion du Canada à cet organisme en qualité d'observateur permanent. Au cours des deux dernières semaines, un observateur permanent canadien ayant le rang d'ambassadeur a été accrédité auprès de l'OEA. Il doit entrer en fonctions d'ici l'été. Nous considérons cette association avec l'organe moteur du système interaméricain comme un élément clé de la mise en oeuvre de notre politique dans l'hémisphère.

Le Canada est maintenant membre de plein droit de l'Organisation panaméricaine de la santé, et nous allons tenter de jouer un rôle actif et positif dans les programmes de cet organisme. Nous avons demandé notre admission à titre de membre à part entière à l'Institut interaméricain des sciences agricoles et nous espérons que les formalités d'admission seront bientôt terminées. Nous étudions également la possibilité de devenir membre de l'Institut indianiste interaméricain. Nous considérons que le travail de toutes ces organisations apporte une contribution substantielle au processus d'ensemble du développement de l'hémisphère.

Outre l'appui que nous accordons et que nous avons l'intention d'accorder aux activités des institutions interaméricaines oeuvrant dans le domaine du développement dans l'hémisphère, nous souhaitons que les Canadiens participent, eux aussi, à cette nouvelle dimension de notre politique étrangère. A cette fin, nous avons mis sur pied un programme bilatéral d'assistance technique à l'intention de l'Amérique latine. Dans le cadre de ce programme, nous avons choisi certains secteurs, -- l'agriculture, la pêche, l'éducation et le développement communautaire--, qui nous ont été recommandés comme prioritaires et où nous croyons les Canadiens particulièrement aptes à fournir une aide valable.

Nous avons également décidé d'augmenter les subventions que nous accordons à des organisations non gouvernementales qui ont choisi d'oeuvrer dans cette partie du Tiers monde. Au nombre de ces organisations se trouvent des communautés religieuses qui jouissent d'une longue et respectable tradition au service de l'Amérique latine de même que le Service universitaire canadien outre-mer qui a constitué un cadre d'engagement international pour plus de mille jeunes Canadiens actuellement en poste à l'étranger. Les Canadiens qui ont vécu et travaillé dans